

CONCLAVE : FINALEMENT CE SERAIT 66,5 ANS !

Le « conclave » de renégociation de la réforme des retraites de 2023, lancé en février 2025 à l'initiative de François Bayrou aura été fidèle à sa méthode : enfermer les organisations syndicales représentatives nationales pour endormir la classe ouvrière. Une mise en scène absurde dans un pays censément laïc, dont le format, aussi verrouillé qu'opaque, n'a pas pourtant suscité plus d'indignation que cela !!! Un échec, car échec il y a, pour qui ? le gouvernement, le patronat ou les travailleuses et les travailleurs ?

Le verdict semble déjà tomber : application renforcée de la loi Macron/Borne avec un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite fixé à 66,5 ans. **Une victoire totale pour le patronat !**

Après une tentative grotesque de Bayrou autour d'une hypothétique « prime seniors » pour les plus de 64 ans, le MEDEF par la voix de son président Patrick Martin, refusant toutes concessions sur les cotisations patronales déclare : « **Nous n'allons pas dégrader la compétitivité française alors que nous sommes entrés dans une guerre commerciale mondiale infernale** ».

Autrement dit, peu importe la réalité de la vie des travailleuses et des travailleurs : Le MEDEF et ses alliés persistent à mettre en œuvre, la casse de tous les conquies issus du Conseil national de la Résistance !

Face à cette farce de dialogue social et à un gouvernement qui tourne le dos aux classes populaires, il est l'heure pour notre organisation syndicale CGT d'imposer urgemment notre calendrier de lutte ! Alors que la Macronie pactise ouvertement avec la droite et l'extrême-droite, et que le prétendu « Nouveau Front Populaire » peine à exister autrement que dans les discours, notre seule force réside dans notre capacité collective à résister, à nous organiser et à lutter.

Leurs manœuvres pour opposer les salariés du privé et les agents du service publics, leur mépris raciste envers des travailleurs issus de l'immigration, leurs relais médiatiques aux ordres, leurs crises éternelles, leurs guerres impérialistes qu'ils voudraient mener au nom de toutes et tous, leurs dettes, leurs corruptions...

NOUS DISONS : STOP !

Il est grand temps pour nous comme pour nos enfants de reprendre ce qui nous reviens de droit ! Au Conseil de Paris qui s'est déroulé du 03 juin au 06 juin 2025, la municipalité a acté 275 millions de coupes budgétaires qui viennent s'ajouter aux 150 millions d'euros déjà voté en décembre 2024. En l'espace de 6 mois : un demi-milliard d'euros a été retiré du budget de fonctionnement et d'investissement.

Ces conséquences sont déjà visibles :

- Baisse de budgets dans certaines directions, pouvant aller de 25% à 30% ;
- Réduction des investissements dans le logement social ;
- Travaux de maintenance réglementaires et obligatoires reportés ou annulés ;
- Non-renouvellement de nombreux contrats d'agents contractuels ;
- Suppressions de poste budgétaire, de primes, d'une direction complète...

Encore une fois, c'est à nous de payer

Et pourtant :

- Le PIB français (valeur des richesses créées par les travailleurs) : 1943 = 13 milliards d'€ ; 1975 = 237 milliards d'€ ; 2010 = 1 990 milliards d'€ : pour atteindre en 2024, les 2 900 milliards d'€...
- La fraude aux cotisations sociales, due au travail dissimulé par le patronat atteint les 8 milliards d'euros...
- Le montant de la fraude fiscale en France, estimé à : 100 milliards d'euros par an...

En 2024, les 40 plus grosses entreprises françaises ont distribué un montant jamais vu de dividendes à leurs actionnaires, estimé à 98,2 milliards d'euros...

Notre colère est saine, lucide et légitime. Face à leur guerre économique et idéologique, notre riposte doit être collective et déterminée :

Une seule voie possible pour le camp des travailleurs et des travailleuses : celle de la lutte des classes !!!

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris réuniront l'ensemble des personnels le 30 septembre 2025 en assemblée générale pour débattre et construire ensemble ce calendrier des luttes qui doit être à la hauteur des attaques. Organisons le rapport de force, notamment par la grève dans toutes nos directions et tous nos services...

